

Muh/A.-

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

SERVICE PROVINCIAL DU PERSONNEL

Usumbura, le 18 juin 1956

N° 12/ 05335 / 1683 / A.3

Transmis copie pour information à:
-Messieurs les Résidents (deux)
-Messieurs les Chefs de Service (tous)

✓ -Messieurs les Administrateurs de
Territoire (tous) *Ruhengeri*

Usumbura, le 18 juin 1956
Le Vice-Gouverneur Général,
Gouverneur du Ruanda-Urundi,
p.o.
Le Directeur Provincial du Personnel,
A. PIERLOT.

Caillat

MINISTERE DES COLONIES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES ADMINISTRATIFS
1ère DIRECTION
Distinctions Honorifiques

PAR AVION

Bruxelles, le 4.5.1956

N° 61.D/1 /83

1 annexe

OBJET:

Distinctions honorifiques
Retards dans les octrois.

Monsieur le Gouverneur Général,

Me référant au 2° de votre lettre n° 1222/010460, du 20 mars dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que S.M. le Roi a bien voulu marquer son accord de principe, sur le règlement visant l'incidence, dans les octrois de décorations, de l'insuffisance du signalement et des peines disciplinaires et judiciaires.

Cependant l'éventualité d'accorder une rétroactivité de prise de rang, à l'expiration du délai du sursis, en cas de condamnation pénale, n'a pas été admise.

Par ailleurs, la précision demandée par votre lettre prérappelée en ce qui concerne les condamnations à 3 mois de servitude pénale et plus, avec sursis, a été apportée au règlement dont vous trouverez une copie définitive sous ce pli.

Ce règlement, qui fera sous peu l'objet d'une décision ministérielle, pourra être appliqué dès maintenant aux propositions que vous serez amené à me transmettre. Les peines judiciaires appelleront les mêmes retards pour les particuliers d'Afrique, européens et congolais, ainsi que les autorités indigènes.

Je vous serais obligé, Monsieur le Gouverneur Général, de vouloir bien communiquer ces nouvelles règles à tous les services intéressés.

POUR LE MINISTRE:
L'Administrateur général des Colonies,
(sé) M. VAN DEN ABELLE

Monsieur le Gouverneur Général
à LEOPOLDVILLE

MINISTÈRE DES COLONIES.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES POUR ANCIENNETÉ
accordées aux agents de l'Administration
d'Afrique.

Incidence, dans les octrois, de l'insuffisance
du signalement et des peines disciplinaires et
judiciaires.

I. SIGNALEMENT. Les cotes inférieures à "BON" entraînent un retard
d'un an dans les octrois.

II. PEINES DISCIPLINAIRES.

Administration et
personnel judiciaire.

Retards à prévoir

Réprimande -
Blâme -
Plusieurs blâmes successifs 6 mois
Retenue de traitement 1 an pr. 8 jours et
moins
Déplacement 2 ans pr. + 8 jours
Suspension de fonctions 3 ans
Disponibilité (disciplinaire) 4 ans
Révocation: arrêt des propositions et, en
cas de faits graves, retrait
des décorations accordées.

Force publique

Blâme écrit -
Arrêts avec accès { 6 mois pour 10 jours et plus
Arrêts sans accès { 6 mois pour 4 jours et - 9 jours
{ 1 an pour 9 jours et plus
Retenue de traitement { 1 an pour 8 jours et plus
{ 2 ans pour plus de 8 jours
Mise en disponibilité 5 ans
Révocation: arrêt des propositions et en cas
de faits graves, retrait des
décorations accordées.

Magistrats.

Blâme -
Plusieurs blâmes successifs 6 mois
Censure 1 an
Suspension (3 ans pour moins d'un mois 1/2
(4 ans pour 1 mois 1/2 et plus.
Révocation: arrêt des propositions et, en cas
de faits graves, retraits des décorations
accordées.

Notes: Les retards dûs à une peine disciplinaire n'ont pas de réper-
cussion sur les octrois ultérieurs si, entretemps, la
radiation est intervenue.

PEINES JUDICIAIRES.

A. AMENDES

1. a) amende de 50 frs. ou plus, pour infraction intentionnelle
retard de 6 mois.
- b) plusieurs amendes de 50 frs ou plus, pour infractions
intentionnelles, encourues pendant la période de service
donnant lieu à l'octroi d'une distinction honorifique:
retard d'un an.

.../...

II. Plusieurs amendes de 100 frs au moins pour infractions non intentionnelles: retard de 6 mois.

B. SERVITUDE PENALE PRINCIPALE.

1. Sans sursis.

a, plus de 15 jours - infractions intentionnelles-arrêt définitif des propositions, voire, dans certains cas, retrait des décorations accordées.

- infractions non intentionnelles -
retard de 7 ans.

b) 15 jours et moins - infractions intentionnelles -
retard de six ans.

- infractions non intentionnelles -
retard de cinq ans.

II. Avec sursis.

a) 3 mois et plus (en cas de cumul)

- infractions intentionnelles : 4 ans
- infractions non intentionnelles: 3 ans

b) moins de 3 mois

- infractions intentionnelles : 2 ans
- infractions non intentionnelles: 1 an

Aucune proposition ne pourra être introduire avant l'expiration du délai du sursis.